

## **AFFLIGEANT, CONSTERNANT ET INQUIETANT POUR L'AVENIR...**

**Les premières réactions publiques à la suite de la publication du rapport, de la Commission pour la Libération de la Croissance Française, remis au Président de la République, à quelques rares exceptions sont affligeantes, consternantes et inquiétantes pour l'avenir de notre pays.**

J'ai le sentiment que la majorité de ceux qui ont exprimé un avis n'ont pas lu le rapport ou se sont contentés de mettre l'accent sur telle ou telle mesure sans faire le lien avec les autres.

Le rapport contient 316 propositions de décisions.

**Il y a 32 mesures pour une éducation qui forme des générations créatives, capables d'affronter avec confiance un monde en pleine transformation.** Bien entendu, tout cela est inutile car notre système scolaire est parfait, donne aux jeunes les savoirs indispensables pour s'engager dans la vie professionnelle et devenir des citoyens responsables. Par ailleurs, notre université est bien évidemment la meilleure du monde...

**16 mesures proposent des décisions pour faciliter le développement des PME.** Cela est bien sûr inutile puisque les PME n'ont aucune contrainte particulière pour assurer leur pérennité et consolider leur position...

**17 propositions portent sur l'importance des investissements pour réussir la révolution du numérique.** Inutile, contentons nous d'être classé médiocrement dans le concert des nations...

**La commission propose 14 mesures pour faire de la santé un levier de la croissance. À quoi bon ;** continuons à voir la santé comme une charge et non comme un nouveau levier de la croissance !

**Le rapport propose 18 mesures pour développer des infrastructures qui placeraient la France au cœur du monde.** Pacotille que tout cela, contentons-nous de ce que nous avons...

**Il contient 7 propositions pour moderniser le dialogue social.** Inutile, comme tout le monde le constate, tout va bien...

**27 mesures sont proposées pour construire de nouvelles sécurités pour les salariés,**

**aider les jeunes à la recherche du premier emploi, faciliter l'activité des seniors, stabiliser le contrat du travail, se doter d'une fonction publique ouverte et de haut niveau.** Pourquoi toutes ces mesures ? Continuons à sacrifier les jeunes et à proposer aux seniors, pour seule ambition, de partir le plus rapidement possible à la retraite. Quant à la fonction publique, tout baigne...

**15 mesures sont proposées pour favoriser la mobilité sociale, améliorer la prise en charge éducative des jeunes des « quartiers », favoriser l'initiative économique individuelle dans les quartiers, promouvoir la diversité et lutter contre les discriminations ou associer davantage les minorités à la décision.** Tour le monde sait qu'il s'agit là d'élucubrations de sociologues et de quelques intellectuels...

**23 propositions sont suggérées pour favoriser la mobilité géographique, construire plus de logements, améliorer l'équité du système du logement social, développer l'accès à la propriété des plus modestes.** Inutile, circulez, il n'y a pas de problème...

**32 propositions sont émises pour favoriser la mobilité économique, étendre et mieux organiser la concurrence, donner plus de pouvoir aux consommateurs, lever certaines barrières dans la distribution, favoriser un urbanisme commercial de qualité sous le contrôle des élus, renforcer la capacité concurrentielle du commerce de détail, réformer les professions aujourd'hui réglementées.** À quoi bon, la baisse des prix n'est pas la question... Permettre à des professions de maintenir leurs privilèges acquis, quoi de plus de normal...

**5 propositions visent à favoriser la mobilité internationale des Français, mais aussi la venue des travailleurs étrangers.** Inutile, trop difficile, restons prisonniers de notre seul horizon et égoïsme hexagonal...

**44 suggestions sont formulées pour améliorer l'efficacité des collectivités publiques par la maîtrise des dépenses, encourager un État stratège et efficient, alléger et dynamiser l'administration, stimuler ses performances, réformer les grands corps de l'État, valoriser les Agents publics ou encore clarifier la décentralisation et simplifier l'organisation territoriales.** Pourquoi traiter ces sujets ? Tout le monde sait que notre État et notre administration

sont extraordinairement performants et que l'empilement des structures territoriales ne pose aucun problème...

**49 propositions sont formulées pour responsabiliser les administrations sociales et mieux maîtriser les dépenses de santé, favoriser une meilleure gouvernance d'ensemble, rationaliser la gouvernance des hôpitaux, instaurer une meilleure gouvernance du secteur parapublic, assurer progressivement un financement plus juste de la protection sociale, modifier la fiscalité de l'épargne pour favoriser le risque plus que la rente, mettre en place une fiscalité écologique, améliorer la confiance dans la gouvernance des entreprises.** Pacotille que tout cela, il s'agit là de faux problèmes...

Ou encore... Arrêtons-là et soyons sérieux !

Que ce rapport puisse sur tel ou tel point susciter un débat, certes mais le temps n'est-il pas venu d'agir pour sortir notre pays de ces habitudes consistant plus à débattre qu'à agir ?

Pourquoi mettre l'accent systématiquement sur les points de désaccord et non pas sur les points sur lesquels, que l'on soit de gauche ou de droite, patron ou syndicaliste, on peut être d'accord ?

Pourquoi ne pas reconnaître que sur 316 propositions il y a 150, 200, 300 voire 316 propositions sur lesquelles une majorité d'acteurs et de citoyens peut et doit se retrouver ?

Pourquoi se contenter de dire que certaines propositions ne sont pas nouvelles et ne pas mettre en évidence qu'elles s'imposent aujourd'hui parce que, précisément, elles n'ont pas été, jusque-là, mises en application ?

Pourquoi continuer à juger telle ou telle mesure à l'aune de l'idéologie en la qualifiant de libérale ou de gauche comme si le fait d'être libéral ou de gauche donnait à la mesure proposée une pertinence incontestable ou, au contraire, signifiait sa non pertinence ?

Pourquoi rejeter les propositions au motif que nous serions tous des experts et que cela ne nous donnerait aucune légitimité ? Mais enfin a-t-on vu la composition de la commission où se retrouve des hommes et des femmes venus d'horizons différents et porteurs d'une véritable expérience dans l'exercice de responsabilités politiques, sociales, économiques,

administratives, associatives ou internationales ?

Quand serons-nous capables de comprendre que la croissance n'est ni de droite ni de gauche ?

**N'est-elle pas d'abord la somme des efforts qu'un pays est capable de réaliser pour produire plus de richesse en la répartissant avec un souci de justice et d'équité** pour, par exemple, permettre à notre pays de relever les défis de la pauvreté et de toutes les formes d'exclusion, faire reculer le sous-emploi des jeunes et des seniors, engager un effort sans précédent d'éducation et de formation ou encore consolider nos systèmes de protection sociale ?

**Je garde un espoir, celui de voir le Président de la République, le Gouvernement, le Parlement et l'ensemble des acteurs économiques et sociaux s'atteler à un vrai travail pour transformer l'essentiel de nos propositions en perspectives de réformes et d'actions. Nous sommes à un moment historique. Saurons-t-ils à la hauteur de leurs responsabilités ? Je veux en faire le pari./.**

Pour télécharger le rapport :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000041/index.shtml>

## À MÉDITER...

### *L'idéologie ?*

*"C'est une construction a priori, élaborée en amont et au mépris des faits et des droits, c'est le contraire à la fois de la science et de la philosophie, de la religion et de la morale".*

*"L'idéologie n'est pas la science, pour laquelle elle a voulu se faire passer ; ni la morale dont elle a cru détenir les clés et pouvoir s'arroger le monopole tout en s'acharnant à en détruire la source et la condition : le libre arbitre individuel ; l'idéologie n'est pas la religion à laquelle on l'a souvent comparée"...*

### *Comment s'en protéger ?*

*"Le seul barrage au fanatisme meurtrier est de vivre dans une société pluraliste où le contrepoids institutionnel, d'autres doctrines et d'autres pouvoirs nous empêchent toujours d'aller au bout du nôtre".*

**Max GALLO** citant REVEL, lors de son intronisation à l'Académie Française le 31 janvier 2008.